

Assemblée des délégués de Prométerre et de la FRV du 2 juin 2022 à Penthalaz

Propos du directeur

Mesdames et Messieurs les invités,
Mesdames et Messieurs les délégués,

C'est pour moi un plaisir particulier que de pouvoir vous saluer toutes et tous ici à Penthalaz pour cette assemblée des délégués, après deux années où les circonstances nous ont empêchés de nous réunir physiquement.

Éléments marquants de l'exercice écoulé

Les faits qui ont marqué la vie de notre organisation professionnelle l'an dernier sont relatés dans un rapport d'activité nouvelle formule, moins exhaustif que notre précédent rapport de gestion, par lequel nous avons souhaité mettre en perspective quelques aspects importants de notre activité.

L'un d'eux a inévitablement trait à la COVID, pour dire ma satisfaction que Prométerre ait pu traverser cette crise sans trop de difficultés, parvenant à maintenir accessible la quasi-totalité de ses services. Ce constat plutôt positif, on le doit en premier lieu à la flexibilité de nos collaborateurs qui se sont adaptés et ont imaginé de nouvelles manières de travailler, compatibles avec la distanciation sociale qui nous était imposée. Cela a du reste contribué à donner un coup d'accélérateur à l'évolution de plusieurs de nos pratiques - notamment dans le domaine de la vulgarisation - qui nous sera profitable dans la durée. Un grand merci donc à nos équipes – informatique en tête - pour les efforts fournis et l'état d'esprit manifesté durant cette période perturbée. Nous sommes désormais rôdés si l'on devait renouveler l'exercice, ce qu'évidemment personne ne souhaite !

Autre fait marquant à relever, la campagne concernant les initiatives phytosanitaires. Elle a mis en lumière un besoin de communication croissant, tout particulièrement vis-à-vis du grand public. Ce constat ne se limite pas à la problématique des phytos, comme on peut le constater avec les débats qui s'amorcent à propos de l'initiative sur l'élevage intensif. L'agriculture doit se faire à l'idée que la société va continuer à s'intéresser de près à ses pratiques dès lors qu'elles touchent à l'alimentation et au territoire, domaines auxquels Monsieur et Madame tout le monde sont de plus en plus sensibles. L'agriculture ne peut donc faire sien l'adage « pour vivre heureux vivons cachés ». Il faut au contraire redoubler d'effort pour montrer les réalités agricoles et leur diversité, expliquer les attentes souvent contradictoires auxquelles l'agriculture doit répondre et rappeler que la durabilité ne se résume pas aux seules préoccupations environnementales mais suppose un juste équilibre entre ses trois composantes, l'écologie, l'économique et le social. C'est au prix d'une communication intensifiée dans ce sens que nous pourrions conserver la confiance et le capital de sympathie dont l'agriculture bénéficie actuellement dans la population et, dans la foulée, l'appui des décideurs politiques.

Pour concrétiser cette ambition, le comité de Prométerre a donné son feu vert au renforcement de notre service communication appelé à devenir une filiale à l'image des autres unités de services de la maison. Je tiens ici à saluer le travail effectué dans la construction de ce projet par Grégoire Nappey. Rédacteur en chef adjoint au Temps depuis quelques jours, il a tenu à être présent ce matin pour la présentation qui vient de vous être faite. J'y vois l'expression d'un attachement sincère à la cause agricole qu'il a mis une belle énergie à défendre durant son passage à Prométerre. Un chaleureux merci à vous Grégoire pour les impulsions données au développement de notre communication. J'en profite pour adresser à son successeur, Alexandre Truffer, un non moins chaleureux message de bienvenue. Nous nous réjouissons de pouvoir avec lui désormais à la barre poursuivre et mener à chef nos différents projets.

Enseignements à tirer de la crise ukrainienne

La guerre en Ukraine a replacé la sécurité alimentaire sur le devant de la scène et nous invite à réfléchir à la manière de la renforcer. Un élément essentiel a été souligné par notre président tout à l'heure : il faut éviter de brider inutilement la capacité productive de l'agriculture suisse à un moment où elle doit pouvoir se déployer pleinement pour ne pas accentuer notre dépendance des importations. J'ajouterai qu'il est tout aussi indispensable de pouvoir réaliser sur le marché des prix qui garantissent la rentabilité de la production. Avec l'inflation qui progresse, c'est tout sauf acquis. L'augmentation du coût des approvisionnements agricoles se chiffre déjà en centaines de millions et il ne fait pas de doute qu'elle va prochainement franchir le cap du milliard. Certes des discussions de revalorisation des prix ont lieu dans la plupart des filières mais avec des résultats à ce jour insuffisants pour couvrir les hausses constatées. La situation que nous vivons actuellement, où l'on voit des pays traditionnellement exportateurs donner priorité à leur marché intérieur et fermer leurs frontières, devrait, je l'espère, amener les acteurs de la filière agroalimentaire à considérer qu'il est dans leur propre intérêt de pouvoir compter sur une production agricole indigène substantielle et stable. Mais pour cela, il faut que la rémunération de la production primaire cesse d'être considérée comme une variable d'ajustement. L'agriculture ne peut se satisfaire d'être en bout de chaîne le maillon de la filière qui ramasse les restes après que ses partenaires en aval se sont servis pour couvrir leur frais et réaliser leurs marges. Déjà problématique dans un environnement de prix stable, cette manière inéquitable de répartir la valeur ajoutée n'est pas soutenable en période d'inflation. Puissent les acteurs du marché en prendre conscience et agir de façon à ne pas mettre en péril une production agricole sans laquelle la sécurité alimentaire est un vain mot.

Attentes à l'égard du Canton

Pour terminer ce bref tour d'horizon, permettez-moi quelques mots de politique cantonale. A l'heure où notre ministre de l'agriculture, Philippe Leuba, s'apprête à tirer sa révérence, je tiens à lui rendre hommage et lui adresser nos sincères remerciements pour l'attention qu'il a portée à l'agriculture et la viticulture depuis qu'il est en charge de l'économie au Conseil d'Etat. Je relèverai en particulier son attachement aux valeurs terriennes, sa disponibilité, sa capacité d'écoute et son souci permanent de travailler en concertation avec la profession pour définir une politique qui soit en phase avec les besoins du terrain. Sur le plan humain, il faut également souligner les relations de qualité et de confiance qu'il est parvenu à tisser avec les responsables professionnels, ceux de Prométerre en particulier, en étant accessible mais aussi franc et direct car peu coutumier de la langue de bois. Je ne vais pas énumérer les éléments qui ont jalonné son ministère agricole. Je soulignerai cependant que l'agriculture vaudoise est en comparaison intercantonale très bien servie par la politique agricole que le Canton a menée cette dernière décennie sous sa conduite. Les budgets ont suivi l'évolution des besoins et ont permis de tirer pleinement parti des mesures fédérales. Le Canton a aussi toujours été soucieux de compléter par des mesures cantonales spécifiques celles de la Confédération lorsque qu'elles étaient jugées insuffisantes ou inadaptées aux réalités vaudoises, notamment en ce qui concerne le soutien aux investissements, les mesures urgentes face à la sécheresse ou plus récemment pour renforcer la protection des troupeaux contre les loups, ainsi que dans le domaine

social également. Le Canton a en outre mis sur pied un cadre légal qui permet de soutenir les initiatives de la profession pour adapter ses pratiques aux nouvelles attentes de la société et anticiper les défis à venir. Je pense en particulier au plan phyto vaudois mais aussi au volet agricole du plan climat cantonal, récemment adopté par le Conseil d'Etat. Un bilan donc extrêmement positif que l'on peut mettre à l'actif de notre Conseiller d'Etat, même si en cherchant bien on pourrait peut-être trouver l'un ou l'autre dossier dont on eût pu espérer une avancée plus rapide... ! Un tout grand merci donc, cher Philippe, pour la politique que tu as menée dans le souci permanent de promouvoir une agriculture vaudoise dynamique et prospère.

Dès le 1^{er} juillet, une page va se tourner dans nos relations avec le Canton, et ce à double titre puisque que non seulement nous aurons une nouvelle ministre mais qu'en outre l'agriculture quitte le département de l'économie pour rejoindre celui des finances (ou peut-être est-ce les finances qui rejoignent l'agriculture ?). S'agissant de ce changement, c'est avec un petit pincement au cœur que nous quitterons un département qui avant de s'intituler « de l'économie » était, rappelons-le, celui de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce ! Ce qui importe cependant, c'est qu'aux yeux de nos gouvernants l'agriculture demeure un secteur à part entière de l'économie et on ose espérer que tel est bien le cas.

Nous tenons pour conclure à féliciter Mme Valérie Dittli pour son élection et nous nous réjouissons de la collaboration que nous allons être amenés à établir avec elle et ses services tout prochainement. Nos principales attentes à l'égard de nos nouvelles autorités cantonales sont connues et je me permets de les rappeler brièvement ici : ce sont l'achèvement d'IMAGO au service des formations agricoles, un soutien substantiel face aux dommages croissants que la faune sauvage cause à l'agriculture, la concrétisation du volet agricole du Plan climat et le déploiement de la marque Vaud+ au profit des produits de l'agriculture dans le but d'en améliorer la valeur ajoutée.

Prométerre est animée de la volonté de faire aboutir ces projets dans les meilleurs délais et nous sommes convaincus qu'il en sera de même du côté de l'Etat.

Je vous remercie de votre attention.

Luc Thomas

Lausanne, 2 juin 2022